



Assemblée générale

Distr. générale
12 octobre 2011

Original: français

Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Soixante-deuxième session

Compte rendu analytique de la 656^e séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le vendredi 7 octobre 2011, à 10 heures

Président: M. Badr (Égypte)

Sommaire

Élection du Bureau

Adoption du rapport de la soixante-deuxième session du Comité exécutif

Clôture de la session

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Élection du Bureau

1. **M. Smidt** (Danemark) propose d'élire M. Knutsson (Suède) au poste de président.
2. **M. Demiralp** (Turquie) appuie cette proposition.
3. *M. Knutsson est élu Président par acclamation.*
4. **M^{me} King** (États-Unis d'Amérique) propose d'élire M^{me} Arango Olmos (Colombie) au poste de vice-président.
5. **M. de Almeida Filho** (Brésil) et **M. Morales** (Équateur) appuient cette proposition.
6. *M^{me} Arango Olmos (Colombie) est élue Vice-Présidente par acclamation.*
7. **M^{me} Lascurain** (Mexique) propose d'élire M^{me} Hanlummyuang (Thaïlande) au poste de rapporteur.
8. **M. Seytre** (France) et **M. Domingo** (Philippines) appuient cette proposition.
9. *M^{me} Hanlummyuang (Thaïlande) est élue Rapporteuse par acclamation.*

Adoption du rapport de la soixante-deuxième session du Comité exécutif (document sans cote, distribué en séance)

10. **M^{me} Lascurain** (Mexique) (Rapporteuse) présente brièvement le projet de rapport de la soixante-deuxième session. Les sections I et II donnent une vue d'ensemble des travaux menés durant la session; la section III comprend les décisions adoptées par le Comité exécutif; enfin, les annexes contiennent la liste des décisions adoptées par le Comité permanent en 2011 et le résumé du débat général établi par le Président dans le courant de la semaine. La version définitive du rapport sera présentée à la Troisième Commission de l'Assemblée générale en tant qu'additif au rapport annuel du Haut-Commissaire.

11. *Le projet de rapport du Comité exécutif sur les travaux de sa soixante-deuxième session est adopté.*

Clôture de la session

12. **M. Guterres** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) exprime ses remerciements au Président sortant et à son successeur, à la Rapporteuse sortante et à la nouvelle Rapporteuse, au Président de la Tunisie pour sa présence et sa contribution aux travaux du Comité exécutif, ainsi qu'à l'ensemble des délégations. Il souligne la grande convergence de vues qui s'est manifestée au cours de la session, les délégations témoignant de leur engagement en faveur de la cause des réfugiés, déplacés et apatrides, cause qui dépasse les intérêts légitimes de chaque pays en matière de politique étrangère.

13. Se tournant vers l'avenir, le Haut-Commissaire insiste sur la nécessité pour le HCR de s'en tenir aux priorités clairement établies lors des précédentes sessions du Comité exécutif et des dialogues organisés ces quatre dernières années. Il importe de reconnaître les lacunes du régime de protection en ce qui concerne la prise en compte des nouveaux phénomènes de déplacement dus à une multiplicité de causes et se traduisant par des flux d'une complexité croissante, et de mettre en œuvre de nouvelles approches pour y remédier. Le HCR doit plus particulièrement faire porter ses efforts sur la prévention de la violence sexuelle et sexiste et la protection des femmes et des enfants, ainsi que des apatrides. Il doit aussi renforcer son action auprès des réfugiés urbains, toujours plus nombreux. S'agissant des situations de réfugiés prolongées, le HCR doit faire preuve d'une détermination encore plus grande. En dépit des progrès accomplis çà et là dans le monde, en faveur des réfugiés

bhoutanais au Népal, des réfugiés afghans au Pakistan et en Iran, des réfugiés burundais en République-Unie de Tanzanie ou des réfugiés présents dans l'est du Soudan, il reste encore beaucoup à faire, et la question doit continuer à figurer au rang des grandes priorités du Haut-Commissariat. Pour ce qui est du rapatriement volontaire, qui a très bien fonctionné durant vingt ans, mais qui piétine depuis deux ans en raison du caractère interminable de certains conflits, force est de constater qu'il n'existe pas de «solution» humanitaire. Néanmoins, même s'il n'est pas l'instance appropriée pour des considérations politiques, le HCR peut jouer un rôle de catalyseur, comme ce fut le cas récemment avec la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro et la Serbie en ce qui concerne les déplacés dans l'ex-Yougoslavie.

14. Outre le contexte politique, il ne faut pas perdre de vue les réalités économiques et sociales qui s'imposent aux réfugiés souhaitant rentrer chez eux, mais aussi aux communautés qui les accueillent, pour lesquelles le prix à payer peut être élevé. C'est pourquoi la coopération pour le développement revêt tant d'importance dans l'aide apportée aux réfugiés. Or, les capacités de coordination entre les organismes des Nations Unies chargés du développement et les institutions financières internationales, tout comme entre les acteurs multilatéraux et les acteurs bilatéraux, sont loin d'être satisfaisantes. Des programmes de développement doivent être mis en œuvre au profit des communautés d'origine, des communautés d'accueil, de l'intégration locale et de l'autosuffisance. Il ne faut pas non plus oublier l'éducation et la formation professionnelle dont les réfugiés doivent pouvoir bénéficier, en particulier en cas d'exil prolongé. Le HCR procède à une évaluation des besoins dans ce domaine et élaborera une stratégie.

15. Eu égard aux problèmes structurels de l'organisation et aux moyens d'aller de l'avant, le HCR doit continuer d'améliorer la transparence, la gestion des risques, la gestion fondée sur les résultats, le contrôle des finances et des programmes, tout en simplifiant ses procédures et en adoptant des approches novatrices, l'objectif final étant d'améliorer les conditions de vie des personnes placées sous la protection du HCR. Pour renforcer la transparence, les recommandations qui ont été acceptées doivent maintenant être mises en œuvre. Il importe de créer un système qui permette de mesurer les résultats et de les présenter aux acteurs concernés, dont les membres du Comité exécutif, pour qu'ils les évaluent. Il n'est pas possible de montrer systématiquement les résultats des changements effectués dans le domaine de la gestion des ressources car cela irait à l'encontre de la stratégie de réduction des coûts. S'il est primordial de faire preuve de transparence vis-à-vis des États Membres et des donateurs, il l'est encore plus d'en faire preuve vis-à-vis des bénéficiaires. Il ne s'agit pas de créer un monstre bureaucratique.

16. En ce qui concerne la culture de l'organisation, la pratique habituelle est d'intervenir rapidement plutôt que de rendre compte de son action ou même de coordonner les activités avec d'autres organisations. L'autre tendance est de créer un nouveau poste dès lors qu'un problème se pose. Il faut au contraire utiliser les ressources humaines disponibles et s'il faut créer un poste, il faut alors en supprimer un autre. L'organisation doit être en mesure d'intervenir sans avoir besoin d'agrandir sa structure.

17. Pour ce qui est de la gestion des ressources humaines, il faut établir un dialogue permanent pour trouver un équilibre entre les intérêts du personnel et ceux de l'organisation. Le HCR doit rester flexible et capable de se renouveler pour profiter d'idées nouvelles. La diversité est aussi importante car elle permettra au HCR de s'adapter à un monde en constante évolution.

18. Après l'échange de courtoisies habituel, **le Président** déclare close la soixante-deuxième session du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

La séance est levée à 11 h 20.